

Alternance, un devoir commun pour Opposition et Majorité

Mea culpa mea maxima culpa. Ce sont les premiers mots que toute la classe politique de l'opposition devrait adresser au peuple togolais, quelle que soit la position des uns et des autres lors de l'échéance présidentielle du 25 avril 2015. Même si les responsabilités individuelles sont très différentes et liées aux choix et positions de chacun lors de cette élection, nous sommes tous dans l'opposition collectivement responsables d'avoir laissé passer l'une des meilleures occasions d'obtention de l'alternance politique au Togo, au grand désarroi d'une très large majorité du peuple. Toutefois, laissons le scalpel de l'histoire disséquer les rôles et les responsabilités individuelles pour regarder ensemble les nouvelles perspectives à bâtir.

Neuf longues années après la signature de l'Accord Politique Global (APG) et trois années après la remise des rapports de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR), les réformes constitutionnelles et institutionnelles ne sont pas faites et les recommandations ne sont pas mises en œuvre. La question qui se pose est de savoir à qui principalement profite le statu quo ? En dehors de l'avancée que procurera au peuple togolais l'exécution de ces textes, elle réduira considérablement l'avantage politique concurrentiel du parti au pouvoir. C'est indéniable. Peut-on donc raisonnablement compter sur la simple bonne volonté de ce parti pour voir ces textes de reconstruction du tissu social et de relance de la démocratie mis en œuvre ? Après une cinquantaine d'années sans discontinuer d'exercice du pouvoir d'Etat pourquoi ce parti affaiblirait-il ses chances de s'y maintenir encore et encore ? L'expérience de cette dernière décennie commande à l'opposition togolaise de ne compter que sur ses propres moyens pour obtenir l'exécution des dispositions de l'APG, des recommandations CVJR et la décentralisation. Comment pourrait-on s'y prendre ? Il y a certainement d'autres voies possibles, mais explorons celle-ci.

La fin de la douloureuse période électorale d'Avril 2015 offre une nouvelle opportunité à l'opposition togolaise qui voit disparaître pour cinq ans l'objet de toutes les cristallisations des divergences, la candidature à l'élection présidentielle. Exit les préoccupations de candidature unique. Exit les ambitions personnelles. Exit les conflits d'égo. L'opposition a une nouvelle fenêtre de tir, plus précise car nourrie de 25 années de lutte ainsi que de la fraîche et amère expérience de la dernière élection présidentielle. A partir de nos acquis, nous pouvons revenir à nos principaux points de convergence que sont l'APG, la CVJR et la décentralisation, ainsi que les préoccupations sociétales. Départis de la pression d'une perspective d'élection imminente, nous pouvons réunir nos forces et bâtir en toute équanimité une nouvelle démarche conceptuelle de la lutte, avec un mode opératoire plus efficient en ayant pour seul objectif, la mise en œuvre de l'APG, des recommandations de la CVJR, la décentralisation et l'amélioration des conditions de vie des togolais. L'opposition constitue un acteur central dans toute démocratie et le Togo n'échappe pas à la règle. En prenant conscience de ce rôle majeur que confère à l'opposition le choix politique d'orientation démocratique effectué par le Togo en 1990, nous pouvons devenir un vecteur d'initiatives avec une réelle capacité d'influer sur les choix et les décisions politiques qui engagent l'avenir de la Nation. Nous en avons les ressources, nous en avons les capacités. Il ne nous reste plus qu'à en affirmer la volonté, non pas dans des déclarations de bonnes intentions, mais dans l'exercice. La tâche n'est pas aisée, mais il faut s'y atteler sans réserve.

L'engagement des forces de l'opposition dans une démarche d'ensemble pour ce même objectif sera de nature à constituer un véritable catalyseur qui redynamisera l'autre pôle de ressources que constitue l'ensemble de la société civile.

Ainsi articulés ensemble autour de ce même objectif, les forces politiques et la société civile créeront le choc inespéré qui redonnera aux populations l'espoir de voir avancer de nouveau la lutte. Energisées

par cette nouvelle dynamique les populations seront plus enclines à s'ouvrir de nouveau et à participer à la lutte, comme elles l'ont toujours fait avant cette période de grande déception.

Les forces politiques de l'opposition, la société civile dans sa globalité et le peuple dans sa majorité recréeront ainsi l'alchimie tripartite qui ouvrira la voie à toutes les espérances, aussi bien au peuple qu'aux leaders de l'opposition eux-mêmes.

Nous commençons à entendre dire ici et là qu'aucune élection ne permettra la survenance d'une alternance au Togo. Ce sont des propos graves et cela émane à la fois des profondeurs du peuple que de responsables politiques. C'est l'engagement extrêmement dangereux dans une voie à haut risque qui traduit à la fois l'exaspération et le désespoir. Le gouvernement togolais doit comprendre ce message de désespoir qui est un signal d'alarme retentissant, en tenir compte pour le bien du peuple togolais, et surtout avoir le courage de le traduire dans un acte d'ouverture politique qui permette un équilibre démocratique dans le fonctionnement de nos institutions. L'occulter serait faire preuve d'une irresponsabilité qui baliserait la voie d'un retour aux chantres de la violence. Le parti au pouvoir doit comprendre que ce n'est pas tant sa longévité au sommet de l'Etat qui est en soi le problème du Togo. Mais c'est, entre autre, plutôt la manière dont il se maintient au pouvoir. Au Japon les conservateurs ont bien gouverné leur pays pendant une cinquantaine d'années avant d'être battus aux élections, mais leur maintien se faisait dans les règles démocratiques. Nous en sommes loin au Togo, et notre devoir à tous est de créer les conditions d'une alternance. Il faut l'affirmer, c'est un devoir commun pour l'opposition et la majorité.